

La «double imposture» du développement durable

Serge Latouche, Paris

1 Le «développement», un concept en question

Le développement, comme entreprise paternaliste et transitive, («les pays riches développent les pays les moins avancés») est mal en point. En témoigne le fait que l'aide au développement décrétée à 1 % du PIB des pays de l'OCDE lors de la première décennie du développement de l'ONU en 1960, réajustée à la baisse à 0.70% en 1992 à Rio et en 1995 à Copenhague, n'atteint pas les 0.25% ! En témoigne aussi le fait que la plupart des instituts d'études ou les centres de recherches sur le développement ont fermé leurs portes ou sont moribonds. Un président de l'organisme fédéral canadien responsable de la recherche sur le développement international résumait ainsi le désenchantement croissant sur le concept: «La vision du développement qui a inspiré les efforts internationaux pour quatre décennies se trouve au bord de l'extinction. Il ne s'agit pas d'un déclin temporaire de la volonté politique, ni de la conséquence d'un ralentissement économique temporaire dans le Nord industriel. C'est plutôt l'idée de développement elle-même qui disparaît du paysage comme conséquence directe des changements et discontinuités massifs de notre temps. Elle fait partie du génie occidental [c.à.d. moderne], également en déclin, selon lequel le progrès scientifique et technologique améliorerait nécessairement et inévitablement le bien-être des gens et de la terre» (BESANÇON 1992). Le haut fonctionnaire cite même WOLFGANG SACHS, auteur d'une anthologie réunissant des intellectuels notoires – «L'idée du développement se dresse aujourd'hui comme une ruine dans le paysage intellectuel, son ombre obscurcissant notre vision» (SACHS 1992) – La crise de la théorie économique du développement, annoncée dans les années 80, s'est plus qu'aggravée. On est en pleine liquidation ! Dans une économie mondialisée, il n'y a pas place pour une théorie spécifique pour le Sud. A un monde unique correspond l'empire d'une pensée unique. Le développement ne fait plus recette dans les enceintes internationales *sérieuses*: FMI, OMC, etc. Au dernier forum de Davos, la chose n'a même pas été évoquée. Il n'est plus revendiqué au Sud que par certaines de ses victimes et leurs bons samaritains, les ONG qui en vivent. Et encore ! La nouvelle génération des ONG sans frontières a axé le *charity business* plus sur l'humanitaire et l'intervention d'urgence que sur le développement. Les maîtres chômeurs d'Afrique qui avaient fait leur fond de commerce du partenariat avec les ONG de développement du Nord se retrouvent sur un créneau de plus en plus étroit.

Si le développement survit encore à sa mort il le doit surtout à ses critiques ! En inaugurant l'ère du développement «à particule» (humain, social etc.), les humanistes canalisent les aspirations des victimes du développement pur et dur du Nord et du Sud en les instrumentalisant. Le développement durable est la plus belle réussite dans cet art du rajeunissement des vieilles lunes. Il illustre parfaitement le procédé dénoncé par VIVIANE FORRESTER dans «L'horreur économique»: «l'imagination des instances au pouvoir est sans limite lorsqu'il s'agit de distraire la galerie avec des bricolages débiles, sans effets, sinon néfastes, sur rien» (FORRESTER 1996: 90). Le développement durable, soutenable, viable, vivable, supportable etc. est un tel bricolage conceptuel; visant à changer les mots à défaut de changer les choses, il s'agit d'une monstruosité verbale par son antinomie mystificatrice.

1.1 Développement et mondialisation

Ce «recentrage» correspond au déplacement engendré par la «mondialisation» et ce qui se joue derrière cet autre slogan mystificateur. L'enjeu du passage du développement à la mondialisation n'est autre que la disparition de ce qui donnait une certaine consistance au mythe développementiste, à savoir le «trickle down effect». La répartition de la croissance économique au Nord et même celles de ses miettes au Sud assuraient une certaine cohésion nationale. Les trois D (déréglementation, décloisonnement, désintermédiation) ont fait voler en éclat le cadre étatique des régulations, permettant par là au jeu des inégalités de se développer sans limite. La polarisation de la richesse entre les régions et entre les individus atteint des sommets inusités. Selon le dernier rapport du PNUD, si la richesse de la planète a été multipliée par six depuis 1950, le revenu moyen des habitants de 100 des 174 pays recensés est en pleine régression et même l'espérance de vie. Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres ! Le patrimoine des 15 individus les plus fortunés dépasse le PIB de toute l'Afrique subsaharienne. La fortune des 32 personnes les plus riches du monde dépasse le PIB total de l'Asie du Sud. Les avoirs des 84 personnes les plus riches surpassent le PIB de la Chine avec son 1.2 milliard d'habitants ! Enfin, les 225 plus grosses fortunes représentent un total de 1000 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel des 47% des individus les plus pauvres de la population mondiale, soit 2.5 milliards de personnes (PNUD 1998).

Dans ces conditions, il n'est plus question de développement, seulement d'ajustements structurels. Pour le volet social on fait largement appel à ce que BERNARD HOURS appelle joliment «un samu mondial» dont les ONG hu-

manitaires, les urgenciers sont l'outil capital (HOURS 1998). Le «durable» est tout juste alors ce qui permet au développement de survivre à sa propre mort. Toutefois, si les «formes» changent considérablement (et pas que les formes), tout un imaginaire reste bien en place. Plus ça change et plus c'est la même chose, d'une certaine façon. Si le développement n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement avec d'autres moyens. L'État s'efface derrière le marché. Les Etats-nations qui s'étaient déjà faits plus discrets dans le passage du témoin de la colonisation au développement quittent carrément la scène au profit de la dictature des marchés avec leur instrument de gestion, le FMI, qui impose les plans d'ajustement structurels. Toutefois, on retrouve toujours l'occidentalisation du monde avec la colonisation de l'imaginaire par le progrès, la science et la technique. L'*économisation* et la *technicisation* du monde sont poussées à leur point ultime.

Si on a cela présent à l'esprit, en démystifiant le développement sans et avec particule, on ne mène donc pas vraiment un combat d'arrière-garde puisque ce sont aussi l'occidentalisation et la mondialisation qui se retrouvent démystifiées. Du développement on peut dire (comme du progrès son compère) qu'il est une maladie qui se prend pour son remède. Quant au développement durable, il est une double imposture, celle de la compatibilité supposée de l'économie et de l'écologie et celle de la juxtaposition de deux termes antinomiques: durable et développement. Nous devons donc voir d'abord les limites de cette chose monstrueuse appelée «économie écologique», puis en déduire les contradictions du développement durable.

2 Les limites de l'économie écologique

2.1 La nature, une mère avare

Les rapports entre l'économie et l'écologie se nouent sous le signe du paradoxe. Déjà, dans leur sens étymologique les deux mots sont quasiment synonymes. Tous deux s'inscrivent dans le cadre rassurant de l'*oikos* (la maison, le patrimoine, la niche). On sait pourtant que les écologistes conséquents sont devenus les plus farouches critiques de l'économie comme théorie (MARX lui-même ne trouve pas grâce à leurs yeux) et les plus violents adversaires de l'économie comme pratique. C'est que, en intitulant en 1615, «traité d'économie politique» ce qu'ARISTOTE eût dénommé avec horreur «La science de l'accumulation nationale» ou *Chrématisique*, ANTOINE DE MONTCHRÉTIEN a embrouillé durablement les choses. Cette désignation d'une chose par son contraire n'était peut-être pas innocente et explique le succès et la persistance du malentendu...

En prétendant qu'une humanité, composée d'atomes individuels mus par leurs seuls intérêts égoïstes et

s'attribuant tous les droits sur la nature et les autres espèces vivantes, devait atteindre le plus grand bonheur pour le plus grand nombre, sous l'effet d'une «main invisible», la science économique a soutenu et encouragé la plus extraordinaire entreprise de destruction de la planète. En mettant en oeuvre ce programme et en se lançant dans une accumulation illimitée, stimulée par une compétition sans frein, l'économie marchande et capitaliste, désormais totalement mondialisée, s'évertue à éliminer tout souci de l'*oikos*, toute forme environnementale ou culturelle qui échapperait à la *marchandisation* et à la logique du profit.

D'un certain point de vue, la «nature» et la prise en compte au moins de certains aspects de l'environnement sont au coeur de l'instauration de l'économie telle qu'il se manifeste dans le discours des économistes classiques. Dans l'économie capitaliste, la nature est en fait comprise comme une mère avare et la rareté occupe une place centrale dans l'économie. Toutefois, elle va se trouver finalement expulsée de l'économie. Cette expulsion est nécessaire pour fonder le dogme essentiel de l'harmonie naturelle des intérêts.

Il y a là un paradoxe: la nature hostile et avare est dans le même temps dénuée de valeur. L'avarice de la nature ne porte pas tant sur les limites des matières premières que sur la nécessité de leur transformation par un travail pénible. La rareté des «utilités» marchandes se combine ainsi à l'abondance des ressources brutes. La nature est mise hors-la-loi de l'économie. «*Les richesses naturelles*, écrit JEAN-BAPTISTE SAY, *sont inépuisables car sans cela nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être ni multipliées ni épuisées, elles ne font pas l'objet de la science économique*» (SAY 1820-1830, cité in PASSET 1990; voir aussi VIVIEN 1994). Le fait le plus surprenant est qu'un siècle plus tard, en 1974, alors que le Club de Rome a déjà tiré le signal d'alarme de l'épuisement des ressources naturelles, on trouve des déclarations similaires de la part de beaucoup de grands économistes. Sans compter qu'on enseigne d'ailleurs toujours aux étudiants économistes que l'air et l'eau sont des ressources illimitées, et ne sont donc pas des biens économiques. Le prix NOBEL, ROBERT SOLOW, précise: «*il est très facile de substituer d'autres facteurs aux ressources naturelles. Aussi n'y a-t-il en principe aucun problème. Le monde peut, en effet, continuer sans ressources naturelles; Ainsi l'épuisement de celles-ci est tout juste une péripétie, non une catastrophe*» (SOLOW 1974, cité in SHIVA 1992: 208, en réponse au rapport MEADOWS). Que s'est-il passé ? En décrétant vers 1880, sous l'influence de PHILIP WICKSTEED, KNUT WICKSELL et JOHN BATES CLARK, que les facteurs de production naturelle (en particulier la terre) étaient réductibles aux deux autres facteurs (capital et travail), les économistes néoclassiques éliminaient le dernier lien avec la nature.

Cette exclusion de la nature va peser très lourd dans l'héritage, mais elle n'est pas étrangère au dogme méta-

physique de l'harmonie naturelle des intérêts. Ce postulat négateur des conflits entre les hommes pour la croissance et le développement économique optimal est lui aussi, comme la rareté, au coeur de l'institution de l'économique. La mainmise sur la nature, sa constitution en adversaire radical du genre humain fondent le dogme d'un intérêt commun de l'humanité, sur lequel repose l'idéologie économique. Toutefois, le seul contenu apparemment tangible de l'intérêt commun de l'humanité est la lutte contre la nature. L'infinitude potentielle de la nature justifie la coopération de tous les hommes pour le bien de tous. Plutôt que de se battre les uns contre les autres pour se disputer un maigre gâteau, il serait plus sage d'unir ses efforts pour arracher à la nature une part plus importante afin que tout le monde ait sa suffisance et que chacun en ait assez. Tel est le grand mythe de l'Occident ! L'universalisme de l'économie et de la modernité repose ainsi sur la constitution de la nature en ennemie radicale du genre humain. C'est dès lors à un véritable déferlement de violence anti-animale que la technoscience peut se livrer sans honte ni réserve. «On doit considérer et traiter la truie comme un appareil de valeur à cracher des porcelets, comme une machine à saucisses», déclare un cadre de l'industrie de la viande (VANDANA 1996: 24).

2.2 Vers une destruction de l'oïkos planétaire

Le problème avec l'environnement, c'est que, pour l'essentiel, il se situe hors de la sphère des échanges marchands. Aucun mécanisme ne s'oppose à sa destruction. La concurrence et le marché qui, selon ADAM SMITH, nous fourniraient notre dîner aux meilleures conditions ont des effets désastreux sur l'environnement. Rien ne vient limiter le pillage des richesses naturelles dont la gratuité permet d'abaisser les coûts. L'ordre naturel n'a pas plus sauvé le dodo de l'île Maurice ou les baleines bleues que les Fuégiens (habitants de la Terre de Feu). Le pillage des fonds marins et des ressources halieutiques semble irréversible. Certains experts de la Banque mondiale s'en réjouissent; l'humanité en remplaçant la prédation des ressources naturelles par la production industrielle de substituts (en l'occurrence l'élevage massif de téléapia par aquaculture), sortirait enfin de la préhistoire... Le gaspillage des minéraux se poursuit de façon irresponsable. Les chercheurs d'or individuels, comme les *garimpeiros* d'Amazonie ou les grosses sociétés australiennes en Nouvelle-Guinée, ne reculent devant rien pour se procurer l'objet de leur convoitise. Or, dans notre système, tout capitaliste, et même tout *homo æconomicus*, est une espèce de chercheur d'or. Cette exploitation de la nature n'est pas moins violente ni dangereuse quand il s'agit de rejeter nos ordures et nos déchets dans cette même nature-poubelle.

La mondialisation actuelle est en train de parachever l'oeuvre de destruction de l'oïkos planétaire. Ne serait-ce que parce que la concurrence exacerbée pousse les pays du Nord à manipuler la nature de façon incontrôlée

et les pays du Sud à en épuiser les ressources non renouvelables. Dans l'agriculture, l'usage intensif d'engrais chimiques et de pesticides, l'irrigation systématique, le recours aux organismes génétiquement modifiés ont pour conséquence la destruction des sols, l'assèchement et l'empoisonnement des nappes phréatiques, la désertification, la dissémination de parasites indésirables, le risque de ravages microbiens.

Avec le démantèlement des régulations nationales, il n'y a plus de limite inférieure à la baisse des coûts et au cercle vicieux de la pauvreté. On assiste à une véritable guerre économique entre les hommes, entre les peuples et au détriment de la nature. Les exemples du cacao, de la pêche et de la banane mériteraient d'être médités. Disons quelques mots sur le cacao (les deux autres exemples sont abordés dans LATOUCHE 1998). Alors que le cours mondial du cacao était au plus bas dans les années quatre-vingts, et que les économies du Ghana et de la Côte d'Ivoire subissaient de ce fait une crise dramatique, les experts de la Banque Mondiale ne trouvaient rien de mieux que d'encourager et de financer la plantation de milliers d'hectares de cacaoyers en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines avec des conséquences écologiques graves.

Comme le note NICHOLAS GEORGESCU-ROEGEN, les déchets et la pollution, pourtant produits par l'activité économique, n'entrent pas dans les fonctions de production standards. Il fait remarquer qu'en adoptant le modèle de la mécanique classique newtonienne, l'économie exclut l'irréversibilité du temps. Les modèles économiques se passent dans un temps mécanique et réversible. Ils ignorent l'entropie, c'est-à-dire la non réversibilité des transformations de l'énergie et de la matière. La conséquence en est un gaspillage inconscient des ressources rares disponibles et une sous-utilisation du flux d'énergie solaire abondant (GEORGESCU-ROEGEN 1995).

Finalement, la nature n'étant pas structurée conformément aux lois du marché peut et doit être pillée et détruite pour être éventuellement reconstruite et fabriquée par l'homme conformément à ces lois. Alors, l'offre de «nature» artificielle (eau synthétique, air en bouteille, semences transgéniques, espèces animales génétiquement modifiées et nourries en usine, etc.) sera payée à son juste prix et engendrera des profits légitimes pour ses producteurs, et non plus des rentes abusives pour des indigènes oisifs qui en étaient les gardiens de fait. Pourtant, la matière première de toutes ces manipulations reste encore un insupportable don de la nature, doté de propriétés *naturelles* non produites par la technoscience et le marché... (voir les différents ouvrages de H. IMMLER, par exemple: IMMLER 1989). La disparition des espèces sauvages ne mettra pas fin à la *biopiraterie* et aux comportements prédateurs. Là est le paradoxe auquel se heurtent les trusts agro-alimentaires et pharmaceutiques dans leur entreprise de *colonisation* intégrale du vivant. Ils détruisent la biodiversité en ne déve-

loppant et ne propageant que les gènes utiles (et si possible fabriqués en laboratoire), mais ils ont besoin d'accéder au stock disponible, voire même de le protéger, pour trouver leur indispensable matière première (AUBERTIN & VIVIEN 1997).

2.3 Un «prix» pour la nature ?

Comme une logique unique est supposée gouverner la totalité du réel, on croit que les mécanismes du marché sont capables de résoudre les problèmes des atteintes à l'environnement. Pour inclure l'environnement dans la «rationalité économique» les économistes doivent s'efforcer de lui donner un prix, c'est-à-dire traduire sa valeur en termes monétaires: de cela s'occupe l'économie écologique. La valeur des ressources naturelles est inestimable en termes économiques. Si ces ressources sont une condition de la survie humaine, elles n'ont pas de prix au sens propre. Leur prix ne peut qu'être infini. Ce ne sont donc pas les ressources en tant que telles dont les économistes s'occupent mais, dans le meilleur des cas, de la valeur économique créée ou détruite dans le cours de leur exploitation.

D'abord, il est difficile de prendre en considération ces effets avant que le tort ne se soit manifesté, or les dégâts peuvent être irréparables. Il en est ainsi dans les cas des disparitions de variétés végétales, animales et ... humaines. La pollution nucléaire vu les délais de décontamination pose un problème comparable. En face de ces *dommages difficilement réparables*, il n'y a que la prévention. Celle-ci repose sur la notion d'*acceptabilité des risques*. Mais à quelles conditions un risque technique pourra-t-il être réputé acceptable ? (CHARBONNEAU 1992) On connaît le difficile débat sur l'amiante. Même des doses infimes peuvent être cancérigènes. Le coût de la réparation d'un dommage ou, symétriquement, le coût pour éviter ce dommage, sont difficiles à évaluer et les experts jouent avec les millions de dollars quand on parle de l'effet de serre, des trous dans la couche d'ozone, de destruction de la biodiversité. On ne connaît pas encore à combien se monte la facture de Tchernobyl ! Les économistes partisans du tout-marché en sont presque à déplorer l'existence des ressources naturelles, et souhaitent qu'elles aient des propriétaires identifiables et responsables. Le consentement à payer, c'est-à-dire le prix maximum qu'un agent est disposé à payer pour continuer à jouir d'un bien environnemental, et le consentement à recevoir, c'est-à-dire la somme symétrique pour qu'il y renonce, résoudraient la question.

Cette introduction de l'environnement dans l'économie a été réalisée avec le concept de coût *externe* ou «*déséconomie externe*». Il s'agit d'un coût social engendré par l'activité d'un agent mais qui n'est pas supporté par lui. Les exemples abondent: L'usine qui pollue une rivière, obligeant les utilisateurs en aval à épurer l'eau pour s'en servir ou les émissions par les automobilistes de gaz corrosifs imposant aux piétons des soins médicaux. La prise en compte des *externalités négatives* par les éco-

nomistes est une *bonne chose*, mais le concept même indique bien qu'il s'agit de nuisances qui sont normalement ignorées par la logique marchande. On reste cependant toujours dans la rationalité économique. Saisie par l'économie, la crise de l'environnement aboutit à renforcer le productivisme de la société technicienne. La brochure publiée par l'ONU pour le Sommet de la planète Terre de Rio 1992 parle de gérer l'environnement par des «techniques écologiquement rationnelles» expression que l'on retrouve dans de nombreux travaux d'experts: «In BRUNDTLAND, ecology is merely a search for managerial efficiency» (VISVANATHAN 1991: 381). La divulgation, en 1992, de la note interne de l'éminent expert de la Banque Mondiale, LAWRENCE SUMMERS, vient à point pour en donner une illustration prémonitoire (COURRIER INTERNATIONAL 1992; PROWSE 1992). Cet économiste distingué, qui a obtenu le prix du meilleur économiste américain et a failli être nommé directeur de la Banque Mondiale, préconise une migration des industries polluantes vers les pays les moins avancés. Cela résulte d'un calcul économique implacable. Les coûts de la dépollution sont beaucoup plus faibles au Sud compte tenu des salaires. Les coûts de la pollution y sont aussi très inférieurs parce que le degré de pollution y est moindre. «J'ai toujours pensé que les pays sous-peuplés d'Afrique, lit-on dans le rapport, sont largement *sous-pollués*; la qualité de l'air y est probablement d'un *niveau inutilement* élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico» (souligné par nous). En outre, le prix de la vie humaine (calculé par des indices économiques, espérance de vie et salaires), en cas de catastrophes, y est très nettement plus bas. La vie d'un Anglais vaut davantage que celle de cent Indiens. «Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépend des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et de la mortalité. De ce point de vue, une certaine dose de pollution devrait exister dans les pays où ce coût est le plus faible, autrement dit où les salaires sont les plus bas. Je pense que la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est *imparable*» (SUMMERS 1992, repris également in BEAUD 1992, d'après The Economist du 8 février 1992 et le Financial Times du 10 février 1992). A cela s'ajoute que l'exigence d'un environnement propre croît avec le niveau de vie. «On se préoccupera évidemment beaucoup plus d'un facteur qui augmente de manière infinitésimale les risques de cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez longtemps pour avoir cette maladie, que dans un autre où deux cents enfants sur mille meurent avant l'âge de cinq ans». Cette exportation massive de la pollution vers le Sud stimulera son développement. L'argumentation est en effet imparable. Mieux vaut vivre pollué que de mourir d'inanition ! Quand on rationalise l'écologie, c'est nécessairement l'économie qui impose sa loi. Le gouvernement américain a, par exem-

ple, fait bénéficier les entreprises confrontées au problème des normes de pollution de dispositions favorables leur permettant de localiser à l'étranger les unités polluantes pour leur éviter le coût des équipements nécessaires. En ont ainsi profité: Motorola, General Instrument, Texas Instrument, Westinghouse, Cincinnati Electric (MASINI & POURDANAY 1993).

3 L'antinomie du développement et de l'environnement

3.1 Développement, ou «reproduction» durable ?

La tentative de concilier le développement économique et la préservation de l'environnement est un exemple type d'une solution verbale. Le problème avec le développement durable n'est donc pas tant avec le mot durable qui est plutôt joli que dans le mot développement qui lui est carrément «toxique» ! En effet, le «durable» signifie que l'activité humaine ne doit pas créer un niveau de pollution supérieur à la capacité de régénération de l'environnement. Ce n'est que l'application du principe de prudence de HANS JONAS: «Agis de telle façon que les résultats de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur la terre» (JONAS 1990: 29).

De fait, les caractères durable ou soutenable renvoient non au développement «réellement existant» mais à la reproduction. La reproduction durable a régné sur la planète en gros jusqu'au XVIII^{ème} siècle; il est encore possible de trouver chez les vieillards du Tiers-Monde des «experts» en reproduction durable. Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement; ce ne sont pas des prédateurs de la nature. Au XVII^{ème} siècle encore, en édictant ses édits sur les forêts, en réglementant les coupes pour assurer la reconstitution des bois, en plantant des chênes que nous admirons toujours pour fournir des mâts de vaisseaux 300 ans plus tard, COLBERT se montre un expert en «*sustainability*». Ce faisant, ces mesures vont à l'encontre de la logique marchande.

Si l'on considère cela comme du développement durable, alors il faut considérer comme tel les pratiques séculaires de tous ces paysans qui plantaient de nouveaux oliviers et de nouveaux figuiers dont ils ne verraient jamais les fruits, mais en pensant aux générations suivantes, et cela, sans y être tenus par aucun règlement, tout simplement parce que leurs parents, leurs grands-parents et tous ceux qui les avaient précédés avaient fait de même. Or c'est précisément cela que l'économie moderne a détruit. La signification historique et pratique du développement, liée au programme de la modernité, est fondamentalement contraire à la durabilité. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines.

Il est clair que c'est le *développement réellement existant*, celui qui domine la planète depuis deux siècles, qui engendre les problèmes sociaux et environnementaux actuels: exclusion, surpopulation, pauvreté, pollutions diverses, etc. En accolant l'adjectif durable au concept de développement, il est non moins clair qu'il ne s'agit pas vraiment de remettre en question le développement, tout au plus songe-t-on à lui adjoindre une composante écologique.

3.2 Le développement, miracle ou mirage ?

En se focalisant sur les conséquences écologiques ou sur les nuisances apportées à l'environnement, on évite les approches holistes ou globales d'une analyse de la dynamique planétaire d'une mégamachine techno-économique qui fonctionne à la concurrence généralisée sans merci et désormais sans visage.

Le développement *durable* n'est que l'une des dernières nées d'une longue suite d'innovations conceptuelles visant à faire entrer une part de rêve dans la dure réalité de la croissance économique. La prétention du développement et de la croissance économique à constituer l'objectif essentiel des sociétés humaines reposait pour l'essentiel sur le fameux *trickle down effect*, magnifié par l'euphorie des mythes de la modernité. Pourtant cette construction séduisante ne résiste pas à un examen sérieux. Tant de paradoxes jalonnent le raisonnement que l'effet miracle s'avère un effet mirage. Relevons-en trois: le paradoxe de la création des besoins, celui de l'accumulation et le paradoxe écologique.

L'obsession du PNB fait que l'on compte comme positives toute production et toute dépense - y compris celle qui est nuisible, et celle que cette dernière rend nécessaire pour en neutraliser les effets. Ainsi, la hausse de la consommation médicale est source d'augmentation du PNB. Toutefois, à population inchangée, cette croissance est-elle l'indice d'une amélioration ou d'une dégradation de la santé voire même tout simplement de son maintien face à l'agression croissante du milieu ? (HARRIBEY 1996, 1997 et 1998)

Si on tente d'évaluer la réduction du taux de croissance en prenant en compte les dégâts causés à l'environnement et toutes leurs conséquences sur les atteintes au «patrimoine naturel et culturel», on arrive souvent à un résultat de croissance nulle, voire négative. Les États Unis ont dépensé en 1991, 115 milliards de dollars, soit 2.1 % du PNB pour la protection de l'environnement et ce n'est pas fini. Le nouveau *clean air act* va accroître ce coût, estime-t-on, de 45 à 55 milliards de dollars par an (LE MONDE, 22.11.91). Certes, les évaluations du coût de la pollution ou du prix de revient de la dépollution sont éminemment délicates, problématiques et, bien sûr, controversées (voir les débats à la réunion du G7 à Naples sur la facture de Tchernobyl). On a calculé que l'effet de serre pourrait coûter entre 600 et 1000 milliards de dollars par an dans les années à venir, soit entre 3 et 5% du PNB mondial. Le *World resources institute*,

de son côté, a tenté des évaluations de la réduction du taux de croissance en cas de prise en compte des ponctions sur le capital naturel dans l'optique du développement durable. Pour l'Indonésie, il a ainsi ramené le taux de croissance entre 1971 et 1984 de 7.1 à 4% en moyenne annuelle, et cela en intégrant seulement trois éléments: la destruction des forêts, les prélèvements sur les réserves de pétrole et de gaz naturel, et l'érosion du sol (KEMPF 1991: 52, voir aussi LATOUCHE 1995: 100). Peut-on assurer que l'on a pour autant compensé toutes les pertes du «capital naturel»? Autant dire que dans ces conditions, la croissance est un mythe!

L'intégration dans le calcul économique des éléments de l'environnement comptabilisés artificiellement ne modifie pas la nature de l'économie de marché ni la logique de la modernité. La prise en compte de ces données ne change pas la recherche obsessionnelle de maximisation ni la réduction du social à un objet de calcul. C'est par la fuite en avant dans la technique que l'on pense résoudre les problèmes posés par le système technique. La pression pour *contourner* ou détourner l'impératif écologique est permanente. Ce n'est que sous la «contre-pression» constante de l'opinion que ces interventions ont lieu. L'exemple du boycottage des Allemands qui fit reculer en 1995 la Shell, géant économique s'il en est, est plutôt réconfortant, même si le combat, comme l'a reconnu Greenpeace par après, était douteux. Il se révèle à cette occasion que l'opinion publique elle-même, toute bien intentionnée qu'elle soit et toute consciente qu'elle puisse être, est à la merci de désinformation et de manipulation de la part de ces mêmes puissances économiques qui dominent les pôles médiatiques eux aussi géants. L'opinion publique reste, cependant, notre unique source d'espoir et la base sur laquelle pourrait prendre forme l'impératif de JONAS.

4 Conclusion

Finalement, le développement durable, cet oxymoron, cette contradiction dans les termes, est même terrifiant et désespérant! Au moins avec le développement non durable et *insoutenable*, on pouvait conserver l'espoir que ce processus mortifère aurait une fin. Il s'arrêterait un jour, victime de ses contradictions, de ses échecs, de son caractère insupportable et du fait de l'épuisement des ressources naturelles... On pouvait ainsi réfléchir et travailler à un après-développement moins désespérant, bricoler une post-modernité acceptable. Le développement durable nous enlève toute perspective de sortie, il nous promet le développement pour l'éternité!

Bibliographie

- AUBERTIN, C. & F.-D. VIVIEN (1997): Les enjeux de la biodiversité. – Paris: Economica.
- BEAUD, M. (1992): Une page se tourne. – In: Le Monde, 17 mars.
- BESANÇON, K. (1992): The Collapsing Vision of Global Development. – Bucarest: Conférence PNUD.
- CHARBONNEAU, S. (1992): La gestion de l'impossible. – Paris: Economica.
- COURRIER INTERNATIONAL (1992): Dernière trouvaille de la Banque Mondiale: polluer les pays pauvres. – In: Courrier International 68.
- FORRESTER, V. (1996): L'horreur économique. – Paris: Fayard.
- GEORGESCU-ROEGEN, N. (1995): La décroissance: Entropie-Ecologie-Economie. – 2^{ème} éd. fr. – Paris: Sang de la terre.
- HARRIBEY, J.-M. (1996): Développement durable et temps de travail. Analyse critique. – Thèse, Chap. 8., Paris.
- HARRIBEY, J.-M. (1997): L'économie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail. – Paris: L'Harmattan.
- HARRIBEY, J.-M. (1998): Le développement soutenable. – Paris: Economica.
- HOURS, B. (1998): L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue. – Paris: L'Harmattan.
- IMMLER, H. (1989): Vom Wert der Natur. Zur ökologischen Reform von Wirtschaft und Gesellschaft. – Opladen: Westdeutscher Verlag.
- JONAS, H. (1990): Le principe de responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique. – Paris: Ed. du Cerf.
- KEMPF, H. (1991): L'économie à l'épreuve de l'écologie. – Paris: Hatier.
- LATOUCHE, S. (1995): La mégamachine. – Paris: La Découverte/MAUSS.
- LATOUCHE, S. (1998): L'autre Afrique. Entre don et marché. – Paris: Albin Michel.
- MASINI, J. & N. POURDANAY (1993): L'apparition des économies en transition: une exemplarité nouvelle pour les maquiladoras mexicaines. – In: Mondes en développement, 21 (84).
- PNUD (1998): Rapport mondial sur le développement humain. – Paris: Economica.
- PASSET, R. (1990): Une économie respectueuse de la biosphère. – In: Le Monde diplomatique, Mai.
- PROWSE, M. (1992): Financial Times, Décembre.
- SACHS, W. [ed.] (1992): The Development Dictionary. A Guide to Knowledge as Power. – Londres: Zed Books.
- SAY, J.-B. (1820-1930): Cours d'économie politique, 1820-1830.
- SHIVA, V. (1992): «Ressources». – In: The Development dictionary. A Guide to Knowledge as Power. – Londres.
- SOLOW, R. (1974): The Economics of Ressources or the Ressources of Economics. – In: American Economic Review, 64 (2).

SUMMERS, L. (1992): Extraits. – In: *Courrier International*, 20 février.

VANDANA, S. (1996): *Ethique et agro-industrie. Main basse sur la vie.* – Paris: L'Harmattan.

VISVANATHAN, S. (1991): *Mrs BRUNDTLAND'S Disenchanted cosmos.* – In: *Alternatives*, 16.

VIVIEN, F.-D. (1994): *Economie et écologie.* – Paris: La Découverte.

Résumé: La «double imposture» du développement durable

Le Sommet de la Terre de Rio en juin 1992 a popularisé le concept de développement durable. Toutefois, les rapports contradictoires entre développement et environnement renvoient à ceux non moins problématiques entre l'économie et l'écologie. En se lançant dans une accumulation illimitée, stimulée par une compétition sans frein, l'économie marchande et capitaliste, désormais totalement mondialisée, s'évertue à éliminer tout souci de l'oïkos, toute forme environnementale ou culturelle qui échapperait à la marchandisation et à la logique du profit. En fait, le concept de développement durable n'est qu'une tentative de masquer les mauvais aspects de la croissance économique. L'intégration dans le calcul économique des éléments de l'environnement comptabilisés artificiellement ne modifie pas la nature de l'économie de marché ni la logique de la modernité. La pression pour contourner ou détourner l'impératif écologique est permanente. Ce n'est que s'il y a une «contre-pression» constante de l'opinion que l'on peut espérer de le voir respecté.

Abstract: The «Double Trickery» of Sustainable Development

The Earth Summit held in Rio de Janeiro in June of 1992 brought the concept of «sustainable development» into the limelight. But the contradictory relations between development and environment are tied to the difficult relations between economy and ecology. The rush of the nearly totally globalized economy into boundless accumulation and competition eliminates the concern for the oïkos, environmental or cultural aspects which would contribute to escaping from the «merchandiza-

tion» and the logic of profit. In fact, the concept of sustainable development is but the latest attempt to allay the negative sides of economic growth. The integration of environmental elements into economical reasoning does not modify the nature of the market economy nor the logic of modernity. The pressure to get around the ecological imperative is permanent. Only because of the everyday «counter-pressure» of public opinion one may hope to see it observed.

Zusammenfassung: Der «doppelte Betrug» der Nachhaltigen Entwicklung

Der Weltgipfel von Rio im Jahr 1992 hat den Begriff der Nachhaltigen Entwicklung einer breiten Öffentlichkeit bekannt gemacht. Die widersprüchlichen Beziehungen von Entwicklung und Umwelt sind eng verbunden mit den nicht minder problematischen Verbindungen von Ökonomie und Ökologie. Die Kapitalanhäufung im globalisierten freien Wettbewerb trägt dazu bei, die Anstrengungen des «oïkos» und alle umweltbezogenen oder kulturellen Aspekte, die nicht ins Bild der zunehmenden «Verdinglichung» der Welt und der Logik des Profits passen, zunichte zu machen. Der Beitrag interpretiert die Idee der Nachhaltigen Entwicklung als den jüngsten Versuch, die negativen Auswirkungen des Wirtschaftswachstums zu vertuschen: Die Integration umweltbezogener Aspekte in das wirtschaftliche Kalkül verändert weder das Wesen der Marktwirtschaft noch die Logik der Moderne. Es wird ein permanenter Druck ausgeübt, den ökologischen Imperativ zu umgehen. Nur dank des beharrlichen Gegendruckes der Öffentlichkeit bleibt die Hoffnung auf seine Respektierung bestehen.

Prof. **Serge Latouche**, Fac. de Droit Jean Monnet, Université de Paris XI (Paris-Sud), 54 Bvd des Granges, F-92331 SEAUX.

e-mail: serge.latouche@graeep-jm.u-psud.fr

Manuskripteingang/received/rentree du manuscrit:
5. Januar 1999

Annahme zum Druck/Accepted for publication/
acceptation à l'impression: 4. August 1999